



Fête de l'Humanité

Pages 3 et 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 962

19 septembre 2013

prix : 0,70 €



G20

Un sommet économique
piraté par la Syrie ?

Page 2

Retraite



**RETRAITE À 60 ANS
À TAUX PLEIN !**



Un premier mouvement à
amplifier

Page 3

Waterman

Le comble du cynisme

Page 5

L'Huma café

Pour sa première séance
le café citoyen invite Jean
Salem, philosophe

Page 6

**Face à l'urgence
de crise du loge-
ment, le compte
n'y est pas**

Par Marie-Annick BENA-
TRE, Maire Adjointe de
Nantes

Page 6



Syrie : la politique étrangère du gouvernement social-démocrate dans la continuité de celle de Sarkozy

Les bellicistes étaient au taquet, prêt à donner l'ordre des « frappes punitives ». Mais la proposition russe acceptée par Washington a changé la donne. Le retour en force de la diplomatie a pris à contre-pied les plus va-t-en-guerre. Mais comment expliquer que ce soit la France de François Hollande et de son ministre Fabius, qui restent le doigt cramponné sur la gâchette, aux antipodes des discours gaullien de De Villepin à l'ONU contre l'intervention de 2003 en Irak ? C'est que le nouveau président socialiste poursuit la politique mise en place sous Sarkozy. Avec un grand cynisme elle vise à faire tomber les régimes coûte que coûte, même après leur avoir déroulé le tapis rouge à l'Élysée. Camouflée derrière des discours humanistes, la connivence est claire, entre les intérêts de nos ventes d'armes et les pétromonarchies du Golfe (Qatar, Emirats Arabes Unis et Arabie saoudite). Jean-Yves Le Drian le ministre de la défense, multiplie les visites suivies de commandes pour plus de 2 milliards d'euros. C'est pourquoi il est grand temps que la diplomatie de la France change de pied. Qu'elle retrouve le respect de l'ONU, de nos instances élues et l'écoute de notre population. Que son audience au conseil de sécurité, comme auprès des peuples du Moyen-Orient contribue à l'établissement de solutions politiques s'appuyant sur le droit des peuples à disposer d'eux même et la construction d'une zone de paix.

L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**



«La gauche c'est vous, ne renoncez pas !»

Avec 470 000 participants, la Fête de l'Humain a connu un nouveau succès.

Comment en serait-il autrement ? La rentrée politique du PCF est un rendez-vous incontournable, l'endroit où toutes les forces de gauche se rencontrent, l'endroit où ces mêmes forces rencontrent le peuple de gauche.

Et en cette rentrée 2013, ce peuple est en colère, mécontent des renoncements et des reculades d'un gouvernement élu par la volonté d'un véritable changement.

On nous parle de pause fiscale ? 12 milliards d'efforts supplémentaires sous forme d'augmentation de la TVA et des cotisations retraites ! On nous parle d'embellie et d'inversion de la courbe du chômage à portée de main ? Mais où est la relance de l'industrie et de l'emploi, des salaires et des pensions, du pouvoir d'achat ?

Malgré l'aveuglement et la méthode Coué, la lassitude et la crise sociale sont là bien présentes avec près de 10 millions de pauvres et 4 millions de chômeurs. Après chaque intervention télévisée du chef de l'Etat, le nombre de Français n'y croyant plus augmente ! Voilà pourquoi notre rentrée politique doit être déterminée car elle est décisive. 360 000 personnes ont manifesté

« Notre rentrée politique doit être déterminée car elle est décisive »

contre la réforme des retraites version Jean Marc Ayrault, premier rendez-vous plutôt encourageant contrairement aux pronostics.

Le gouvernement doit ôter ses œillères. Si nous n'apportons pas à gauche des réponses, le fatalisme et le désespoir vont conduire à des tentatives de choix d'unions extrêmes entraînant le retour de la droite flanquée du FN.

C'est pour cela que nous ne limitons pas notre engagement dans les municipales à un choix entre telle ou telle alliance. Nous devons être la main tendue à toutes les forces de gauche pour élire ou réélire des majorités de gauche sur la base de projets locaux anti-austéritaires. N'oublions pas que derrière chaque élu communiste, il y a un travail de terrain reconnu utile par et pour nos concitoyennes et concitoyens.

Comme le dit Pierre Laurent, « nos attentes étaient justifiées et nos demandes aujourd'hui le restent », la majorité souhaitant le changement il y a un an n'a pas disparu, elle doit se réveiller.

G 20 : un sommet économique piraté par la Syrie ?



Présenté comme efficace en 2009, au plus fort de la crise financière, le G20 paraît aujourd'hui moins pertinent aux animateurs de journaux télévisés, surtout s'il se déroule en Russie à Saint-Petersbourg.

L'agenda officiel prévoyait –croissance, évasion fiscale et régulation financière– apparemment en décalage complet avec ce que devait être l'actualité : l'intervention occidentale en Syrie. Aussi Le Figaro, Le Monde ou le JDD pouvaient titrer : «Retour de la guerre froide !» Poutine à la manœuvre...Les Etats-Unis et la France isolés.

Et quoi ? La mise en scène des médias sur le retour prochain de la guerre, s'est appliquée à masquer la réalité de l'approfondissement de la crise du capitalisme mondial... qui menace de nouveau.

Le G20 est la seule instance internationale qui réunisse les principaux pays développés et émergents, autour de la Chine et des Etats-Unis. Sa légitimité tient seulement à sa représentativité : ses 20 membres pèsent 85% du PIB mondial, et représentent 65% de la population mondiale.

Or depuis presque six mois, les pays du Sud subissent un ralentissement sévère de leur économie, aggravé par des sorties massives de capitaux qui retournent vers leurs pays d'origine, les pays riches. En conséquence c'est la chute brutale des devises : La roupie indienne a perdu 25% face au dollar, le réal brésilien 15%, le rouble a chuté de 10% depuis le début de l'année. Ce plongeon menace la croissance mondiale.

Les bruits de bottes autour de la Syrie

n'ont rien arrangé, en faisant grimper le prix du pétrole, matière première clé dont sont dépourvus la plupart des émergents, à l'exception de la Russie. Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) reprochent aux Etats-Unis d'être responsables de leurs déboires actuels. Cette nouvelle crise a commencé le 22 mai dernier, lorsque le président de la Fed (la banque centrale des E.U) a annoncé un possible durcissement de la politique monétaire américaine pour contenir l'inflation (Pour soutenir son économie, la Fed injecte, tous les mois, 85 milliards de dollars de liquidités sur les marchés).

Cette perspective plus restrictive a refroidi les investisseurs-spéculateurs à l'étranger. D'où un rapatriement de capitaux aux Etats-Unis et en Europe, qui feignent de redécouvrir un frémissement de croissance ! La crise Syrienne a accéléré ces fuites du Sud vers le Nord. Les marchés ayant horreur de l'instabilité de la guerre, ils se sont reportés sur les valeurs refuges habituelles, le dollar, et le Bund allemand (bons du trésor).

En conséquence, les perspectives de la croissance mondiale pour 2014 sont moins favorables qu'avant l'été, « les bons chiffres » du deuxième trimestre 2013 en Europe étant pour partie une illusion dopée par le rapatriement.

Reste que pour s'assurer une plus grande autonomie vis-à-vis du FMI et de la banque mondiale les Brics viennent de créer une banque de développement dotée de 50 milliards de dollars et un pôle de réserves en devises de 100 milliards. C'est encore trop modeste, mais c'est un début.

De vous à moi

Hortefeux l'indécant ! Interrogé à l'émission politique du dimanche soir sur France-Inter, le président des « amis de Sarkozy » s'est exclamé -pour qualifier l'objectif atteint des 11 millions d'euros collectés auprès des militants UMP pour rembourser aux banques la dette de campagne de l'ex-président : « c'est un exploit !...un incroyable élan de solidarité, du jamais vu sous la Ve république ! ». En pleine crise économique, il n'aura fallu que 8 semaines au parti de droite et du Medef pour réunir la somme nécessaire au sarkothon, après l'invalidation des comptes de campagne par le conseil constitutionnel. Reste que pour les adhérents les plus modestes ça ne passe pas : « une fois, mais pas deux ! La prochaine fois il faudra qu'ils apprennent à compter ! ». D'autant qu'en conséquence de son recul aux dernières législatives, l'UMP a dû emprunter en juin 2012 quelques 55 millions d'euros. Encore quelques belles collectes en perspective, avec l'aide, de Mme Bettencourt et des riches amis du « premier cercle ».

En bref

Sarkozy-Kadhafi : nouveaux aveux

La journaliste Catherine Graciet publie au Seuil un livre vertigineux sur les relations entre le clan Sarkozy et l'ancien chef d'Etat libyen. Les témoignages s'amoncellent, de nouvelles preuves apparaissent-malgré toutes celles que l'on a fait disparaître, en même temps que Kadhafi lui-même. Il se confirme de plus en plus que la campagne présidentielle de 2007 a bien été alimentée par des capitaux étrangers.

Il faut dire que Sarkozy avait été à bonne école avec l'ex-candidat Balladur...

La reconversion ratée de l'ex Sarko-boy.



L'ex-ambassadeur de France en Irak(2009) et en Tunisie (2011), a été arrêté gare du Nord à Paris alors qu'il prenait le Thalys pour regagner Bruxelles, étant devenu résident Belge depuis le caractère privé de ses activités (deux sociétés dans la zone Maghreb et Moyen-Orient). En possession de 350.000 euros et 400.000 dollars en liquide, trois cartes bleues...mais sans pièce d'identité (oubliée en Belgique), la justice risque de s'intéresser à un hypothétique blanchiment de fonds.

Il faut dire que Boris Boillon était paternel par le colonel Kadhafi qui l'appelaient « mon fils » et le président Sarkozy qui lui réservait « mon petit Arabe ».

Qui à dit : « voici qu'émerge un nouveau mouvement transnational, transgénérationnel et transpartisan... »?(*).

La crise de la mondialisation capitaliste doit renouveler le contenu de l'idéologie dominante, afin de détruire le cadre des Etats-nations et éroder le principe de leur souveraineté. Dans une tribune parue dans le New York Times et une quinzaine de quotidiens en Europe et de par le monde, on a pu lire : « nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle, postnationale, une ère à laquelle les européens sont idéalement placés pour redevenir l'avant-garde au lieu de sombrer lentement dans l'insignifiance...tout en dépassant le cadre désuet et impuissant de l'Etat-nation ». Cette novlangue qui se veut « moderne », tombe à point pour accompagner les projets de la commission européenne de grand marché transatlantique avec les Etats-Unis. (*) L'auteur, c'est Daniel Cohn-Bendit dans sa dérive libérale-libertaire.

Il y a 70 ans ...Nantes sous les bombes alliées !

Durant la Seconde Guerre mondiale, dans la France occupée, Nantes constitue un objectif de choix avec son port et ses chantiers navals, ses industries et sa place dans le dispositif militaire allemand. A partir de 1941, des bombardements sporadiques frappent la ville et sa zone portuaire. Le raid le plus spectaculaire a lieu le 23 mars 1943 : des bombardiers britanniques détruisent une partie de l'usine des Batignolles tuant 33 ouvriers. Mais ce sont les 16 et 23 septembre de la même année que les bombes américaines de 150 forteresses B17 ravagent Nantes. Le bilan des deux journées est effroyable : 1463 morts et 2500 blessés.

Jeudi 19 septembre, à 18h30, à l'occasion du 70e anniversaire des bombardements sur Nantes, Ouest-France organise une soirée mémoire au 2 quai François Mitterrand. Témoignages et participation en s'inscrivant au 02 40 44 69 69 ou à redaction.nantes@ouest-france.fr



En Loire-Atlantique

3

Retraites : Un premier mouvement à amplifier

8000 manifestants à Nantes, 2500 à St Nazaire, une centaine à Châteaubriant et Ancenis, une chose est sûre, la mobilisation contre la nouvelle réforme des retraites à mis du monde dans les rues, plus que ce que certains espéraient (360000 dans toute la France), même s'il faudra encore mobiliser.



Une semaine auparavant 1500 militants de la CGT étaient venus des Régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Aquitaine, à Nantes, pour l'un des quatre grands meetings organisés par le syndicat à la rentrée. Dans la ville du premier ministre, Thierry Lepaon espérait obtenir l'écoute que le chef du gouvernement n'accorde pour le moment qu'au patronat.

Si le gouvernement restait relativement silencieux après la journée de mobilisation du 10 septembre, préférant embrayer sur le budget 2014, à gauche, y compris dans les rangs de la majorité, la réforme telle quelle est aujourd'hui ne passe pas. « On a jamais vu la gauche faire reculer le droit à la retraite », dira Pierre Laurent, bien décidé à ne pas baisser les armes contre un projet qui inquiète une grande majorité de français. En effet, **81% des français se disent inquiets de cette réforme, et 56% d'entre eux soutenaient la mobilisation du 10 septembre.** Et pour cause,

ce projet fait peser une lourde menace sur la retraite des jeunes générations qui demain devraient travailler plus longtemps (43 ans) pour une retraite à taux plein, alors même que les conditions de travail ne s'améliorent pas et que les parcours professionnels sont loin d'être de longs fleuves tranquilles.

A la suite de cette première mobilisation (d'autres devraient suivre), c'est une bataille parlementaire qui devra s'engager à partir du 7 octobre prochain.

Cette question du financement des retraites relève d'un choix de société, c'est une question centrale ! Or, il y a de l'argent pour financer nos retraites, plutôt que de toujours tirer sur les mêmes cordes -faire cotiser les salariés plus longtemps, augmenter les cotisations, faire baisser les pensions- ne serait-il pas temps de s'attaquer au chômage, d'augmenter les salaires, de taxer les revenus financiers et d'en finir avec les exonérations patronales !

Les jeunes générations ne veulent ni mourir au travail, ni devenir des retraités précaires !

Fête de l'Humanité

La Loire Atlantique en fête



On ne chôme pas sur le stand de la fédération de Loire-Atlantique du PCF. Cinq jours avant le début de la fête une partie de l'équipe bénévole montait les quelque 650 m2 de stand nécessaires à la table de l'Atlantique. Une table relookée, cette année ! Non seulement on y mange bien (voir ci-contre), mais en plus, et cela ne gâche rien le stand est agréable et met l'eau à la bouche ! On y a d'ailleurs, cette année, accueilli Pierre Laurent (voir page 5) ou encore André Chassaing, ainsi que de nombreux camarades venus de toute la France pour déguster les saveurs de notre département et non des moindres parmi les gourmands et les fines bouches.

Et si ce stand est agréable, si l'on n'y mange bien (on y boit aussi !), c'est aussi et surtout grâce à l'équipe de quelque **90 bénévoles qui s'activent durant toute une semaine !** Tout ce petit monde mis en musique par Pedro Maia, Chef d'orchestre du stand, est à pied d'œuvre pour garantir la qualité, la convivialité.

Pas de rupture du froid, les plateaux de fruit de mer sont confectionnés en chambre froide par une équipe qui n'a ni froid aux mains, ni aux yeux, tandis que des dizaines de mains ouvrent les huîtres durant tout le week-end ! Et cela, sans compter la chaleur et l'ambiance du bar à huître qui cette année encore n'a pas désempé, une chaleur que l'on retrouve aussi dans les cuisines grâce aux spécialistes es poissons, maîtres des fourneaux!

Vous l'avez compris, la table de l'Atlantique était cette année encore un passage obligé ! D'ailleurs, outre la magnifique façade qui attirait l'œil, les Jeunes Communistes attiraient aussi jusqu'aux stands les amateurs d'exquis élixirs.

Vous l'avez compris, si vous avez raté le stand cette année, vous ne devrez pas passer à côté sans vous y arrêter l'an prochain !

Une table reconnue et plébiscitée

La table de l'Atlantique, « une des meilleures tables du rassemblement festif et militant », pouvait-on lire dans Ouest-France à propos de restaurant de la fédération PCF de Loire-Atlantique à la Fête de l'Humanité. Le site internet ["touslesfestivals.com"](http://touslesfestivals.com) classe même le restaurant n°1 parmi les 10 bonnes adresses de la fête. A quand le guide Michelin ?

En bref

Sahel « otages en danger de mort ».

Pierre Legrand, 27 ans, originaire de Couffé, Thierry Dol, Daniel Larribe et Marc Féret ont été enlevés le 16 septembre 2010 par Aqmi branche d'Al-Quaïda au Maghreb islamique alors qu'ils travaillaient au Niger pour le groupe nucléaire français Areva ou son sous-traitant Satom.

Chaque mois, à Nantes, des proches des otages font du bruit pour réclamer leur libération « avant les trois ans de détention ».

Du changement à L'Huma Café.

Après dix années de co-animation d'une belle aventure à Nantes et cinq années de présidence de l'association l'Huma-café, Jean-Pierre Landais vient de passer la main à Loïc Le Gac, nouveau président.

Jean-Pierre a demandé à être déchargé de certaines tâches et de la présidence qu'il assumait depuis sa création. Il pourra ainsi se consacrer davantage au niveau national, à la Société des Lectrices et Lecteurs - dont il est membre du Conseil d'administration - et à la société des Amis de l'Humanité où il pourra s'investir dans le Collectif des comités locaux.

Il reste membre actif de l'équipe de Nantes (comme président d'honneur), qui s'est enrichi de Pierre Daguet comme Secrétaire, de Jôelle Regnier-le-Hérissé comme trésorière et de Pierre Riou.

Bon vent à la nouvelle équipe.



Une fête de l'Humanité

Solidarité, lutte, rassemblement, fraternité, en un mot humanité, voilà qui résume en quelques mots la 78ème édition de la Fête de l'humanité. Une fête populaire ou la politique, l'envie de bouger, de faire bouger les choses, l'envie de donner le coup d'envoi d'une autre politique où l'envie de gauche s'est ressenti comme jamais au moment même où la France attend la gauche, sur les retraites, sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat !

Cette année encore, la fête a permis à des milliers de citoyens de s'exprimer dans leur grande diversité, elle aura permis de porter des perspectives, de donner de l'espoir aux luttes. Face à l'urgence sociale, ce sont des échanges, des débats, des pistes de réflexion qui se sont échangées.

Et quels grands moments de fête, 80 concerts, plus de quatre vingt pays et toutes les régions de France représentées, pour plus de 470 000 participants.

A n'en pas douter la Fête de l'Humanité est le coup de Starter de la rentrée sociale et politique et de toutes les ambitions progressistes.



Fête de l'humanité

4

Zoom sur la Fête

Pierre Laurent a consacré la fête à la rencontre des communistes



Le secrétaire national du PCF est allé de stand en stand échanger avec des communistes unis et rassemblés pour aborder de manière offensive la rentrée sociale et politique et les prochaines échéances électorales.

De l'espoir dans les luttes, à la fête de l'humanité, on ne lâche rien !!!



Les conti, Fralib, PSA, Sanofi, Petroplus, Arcelor Florengé, Pilpa, Arkema, les 5 de Roanne..., ont été accueillis sur la Fête. Ils ont dit leur motivation à gagner leurs combats, leur solidarité les uns envers les autres et leurs attentes envers les forces politiques ! Celles de voir aboutir une loi d'amnistie sociale ou encore contre les licenciements boursiers... telles que les avaient proposées les parlementaires communistes. Ils ont également rejoint HK et les Saltimbanks sur scène pour un final explosif.

Gagner sur les retraites

Au carrefour de tous les débats, de tous les stands, la réforme des retraites a fait parler d'elle; les militants, les visiteurs en ont discuté, débattu, ils ont échangé d'autres propositions...

La semaine Prochaine NLA vous livre tout sur ce débat qui a traversé la fête.



Un PCF de tous les combats



Dès le samedi, face aux personnalités, Pierre Laurent donnait le ton, ferme face aux mauvaises directions prises par le gouvernement, plein d'ambition pour son parti, la gauche et la France et prêt à mener bataille contre le capital.

Le premier secrétaire du PCF a profité de la Fête pour lancer 3 appels.

Alors que la voie diplomatique avançait pour ce qui concerne la Syrie, il

exhortait le président de la république à faire en sorte que **la France retrouve sa place à la tête du camp de la paix** et pour ce faire, à favoriser le dialogue nécessaire. C'est la raison pour laquelle les communistes se joindront à la journée mondiale pour la paix du 21 septembre, et dire non à la guerre en Syrie comme ailleurs.

La France, ajouta-t-il, **doit prendre la tête du combat international et européen pour le progrès social** alors que nous allons de décisions en réformes (ANI, retraites...), vers une société de retraités et de travailleurs pauvres, alors même que le capital se nourrit honteusement contre le progrès social. **C'est pourquoi, le secrétaire national a lancé depuis la fête, devant cette France qui attend le changement, une grande campagne nationale de vérité sur le coût du capital.**

Il a appelé, enfin à quelques mois des élections municipales (voir ci-dessous) **au rassemblement et à l'unité la plus large de ceux qui se battent pour le progrès social et qui refusent de faire des cadeaux à la droite et au patronat.** A ceux qui somment le PCF de choisir, il l'a rappelé comme il l'avait fait cet été, il prend tout, la gauche et le Front de Gauche ! En ce qui concerne les municipales, un seul mot d'ordre pour les communistes : « le rassemblement des forces pour une politique de gauche », pour créer une nouvelle dynamique nationale à gauche avec l'ambition pour le PCF de conforter et d'améliorer ses positions.

En cette rentrée, c'est donc un PCF combatif et rassembleur, sans aucune concession vis-à-vis du gouvernement qui donne rendez-vous à ses militants pour faire la lumière sur le capital et faire gagner la gauche dans la prochaine période électorale.

Discours de Pierre Laurent : « Lançons une grande campagne nationale d'explications et de révélations du coût du capital financier pour la France »

« Jamais le pouvoir économique n'a été concentré entre si peu de mains, dans notre pays comme à l'échelle du monde. Jamais si peu de banques, d'actionnaires, de fonds spéculatifs n'ont eu une influence aussi grande sur des milliards d'êtres humains. Il faut reprendre le combat contre la finance, il faut une nouvelle politique à la France. Il faut un nouveau contrat de gouvernement, un nouveau gouvernement, un nouveau cap pour notre pays. Je suis pour la compétitivité. La compétitivité sociale! Le seul critère de développement que j'accepte, c'est le bien-être commun, c'est l'Humain d'abord! Oui, soyons les meilleurs: offrons la meilleure éducation, les meilleurs salaires, les meilleurs services publics. Car le rôle de l'économie, c'est de servir la société, et non pas l'inverse. Lançons une grande campagne nationale d'explications et de révélations du coût du capital financier pour la France. Combien de temps encore demandera-t-on aux Françaises et aux Français, aux travailleurs de payer toujours plus d'impôts quand ceux qui ont tout en sont exonérés? Il n'y a pas de gouvernement de gauche sans justice fiscale. Il n'y a pas de gouvernement de gauche sans partage des richesses. Une majorité de jeunes pensent qu'ils n'auront plus droit à la retraite. Le gouvernement fait tout pour nous tranquilliser, nous faire penser qu'on est passé à côté du pire. Alors réveillez-vous! Mobilisez-vous! Bien sûr, il y a quelques avancées promises, pour les femmes, pour les métiers pénibles, pour les jeunes. Et bien, dans le débat parlementaire, on verra si c'est de belles paroles. Car nous allons proposer de transformer les promesses en droits inscrits dans la loi. Et je vous donne rendez-vous le 18 septembre, devant l'Élysée, avec toutes les organisations de jeunes de ce pays! »



Municipales : Un PCF rassembleur et à l'esprit de conquête



S'il y a un débat qui a parcouru la fête, intéressé les journalistes, c'est bien celui des municipales auxquelles plusieurs moments d'échange ont été consacrés, que ce soit

dans divers stands départementaux ou encore sur ceux de l'association nationale des élus communistes et républicains ou sur le stand national des communistes.

A l'image de la démarche des assises pour le changement organisées le 16 juin dernier à l'initiative du PCF, le maître mot pour ces élections est celui du rassemblement.

Pierre Laurent aura eu l'occasion de le rappeler à maintes reprises, pour battre la droite et l'extrême droite (qui fait preuve de plus en plus d'appétit) les communistes doivent prendre leurs responsabilités et rassembler la gauche. Un esprit de rassemblement qui caractérise déjà les municipalités dans lesquelles sont engagés les communistes.

Plus il y aura d'élus communistes et du Front de Gauche dira-t-il en direction de la presse, plus on mènera dans les communes des politiques progressistes, plus cela aidera à réorienter la politique nationale.

Les communistes, pouvait-on entendre dans la bouche de responsables du parti, partout en France dans ces élections d'une grande importance pour la vie quotidienne, feront le choix des services publics, des logements sociaux, de la santé, du vivre ensemble. Au cœur de la vie quotidienne des habitants de leur municipalité, en prise avec leurs besoins, "les communistes sauront traduire en termes de luttes et de choix les attentes de la population et leur donner une valeur politique". Il s'agit là d'un engagement bien loin des postures partisanes, dans lesquels certains voudraient cantonner le PCF.

Des voix se sont fait entendre, également, pour signifier que ces élections ne sauraient être un référendum pour ou contre le gouvernement, mais une élection pour être utile à la population, et c'est cette ambition majeure qui aura été portée dans les différents débats de la fête.

Europe : du concret pour les jeunes !

Younous Omarjee, Député européen réunionnais est intervenu pour demander un dispositif spécifique pour l'emploi des jeunes dans les régions où leur taux de chômage dépasse les 50%. Assez de beaux discours, "Ce que les jeunes, désespérés par le chômage, attendent de nous, ce sont des mesures rapides, des engagements concrets et forts" Les 6 milliards inscrits au budget 2014-2020 pour lutter contre le chômage des jeunes ne seront pas suffisants quand dans le même temps "les politiques économiques détruisent l'emploi, les politiques d'austérité affaiblissent les services publics, en particulier l'éducation et la formation, essentiels à la lutte contre le chômage".

PSA : Reclassements insuffisants

Depuis la fin de la grève, à Aulnay, l'usine s'est vidée d'une bonne partie de ses salariés. La direction annonce la fin de la production fin octobre, après n'avoir jamais vraiment tenté de la faire redémarrer. 571 travailleurs ont été mutés sur d'autres usines du groupe et 600 ont choisi le licenciement pour trouver un emploi par eux-mêmes. Les reclassements promis par PSA s'avèrent illusoire : sur les 300 postes « réservés » à la SNCF, à la RATP et à ADP, seuls 20 salariés PSA ont été acceptés. La seule entreprise qui prévoit de s'installer sur le site d'Aulnay, propose des salaires de 1200 euros et refuse les salariés de plus de 50 ans !

Le social au cœur

5

Nous voulons les 4 ferries SNCM !

Après moult épisodes juridiques, nombre de mobilisations syndicales, et d'interventions des élus communistes, de la Corse à la Loire Atlantique, en passant par Marseille, la Délégation de service public pour la desserte maritime entre Corse et continent a enfin été attribuée au groupement SNCM/CMN pour une durée de 10 ans. Cela crée de réelles perspectives pour renouveler la flotte de la SNCM. Son Président affirmait récemment que les négociations avec STX sont très avancées pour construire 4 ferries, il resterait selon ses propos le financement à boucler. Cela doit aboutir ! **Car l'actualité des chantiers ressemble trop souvent à un mauvais feuilleton.** Fin 2012, les medias commentaient de façon très euphorique l'annonce de l'Oasis, Grosse commande il est vrai, qui pour autant ne suffit pas à assurer un avenir radieux, ni même une occupation à plein des capacités de production. Début mai, l'annonce tombe, brutale : Le groupe STX, plombé par une dette de 700 millions d'euros envisage de vendre ses chantiers navals en France. Il s'agit quand même de l'actionnaire aux 2/3 des chantiers de St Nazaire, aux côtés de l'Etat français pour le 1/3 restant. Tout le monde s'inquiète, la Cgt demande la nationalisation du désormais seul grand chantier de construction navale français. Réponse de Montebourg : STX France a besoin de commandes, pas d'un nouvel actionnaire... **Début juin, épisode des 5 bateaux fluviaux** : Le Ministre des transports, Frédéric Cuvillier, vend la mèche sans se soucier des conséquences, et se targue d'avoir obtenu «une avancée essentielle pour permettre la construction de ces navires, qui devrait être réalisée par les chantiers navals STX de St-Nazaire», grâce à une évolution de la réglementation permettant à des navires de 135 mètres d'atteindre le centre de Paris, comme le demandait Viking River Cruises. Il s'agissait de construire cinq navires de croisière fluviaux de 135 mètres dotés d'une centaine de cabines. Le contrat devait être porté par un groupement STX-Néopolis, (groupement de PME). La construction des navires, pour une livraison à partir de fin 2014, devait apporter selon Frédéric Cuvillier, 3 ans de travail à 250 personnes. **Au bout du compte, STX a refusé la commande**, au motif que le planning ne le permettait pas !

Ce refus a mis la sous-traitance dans une situation impossible. Cet été a vu disparaître les chantiers Baudet, spécialisés dans l'agencement de luxe, puis de la Société de Montage Hydraulique, au total 89 emplois sacrifiés ! **Ce mauvais scénario ne doit pas se renouveler !** Au moment où nous écrivons ces lignes, on apprend que STX passe sous contrôle d'un pool bancaire coréen, qui est en train d'injecter 1,9 milliard de dollars, en échange d'actions. Les banquiers voudront-ils vendre le site ? « Impossible à dire pour l'instant », répond STX France... **Il faut concrétiser au plus vite la commande des 4 ferries pour la SNCM !** Les différents acteurs : SNCM, STX, et Etat (actionnaire des deux), doivent tout mettre en œuvre pour cela. Cette commande permettrait de relancer l'emploi et diversifier l'activité des Chantiers. Elle concrétiserait aussi une coopération armateur-construteur français de développement de la filière maritime. **Construire ces ferries, c'est possible, c'est indispensable, et c'est d'intérêt national !**



En bref

Vous avez dit pouvoir d'achat ?

L'observatoire régional le révèle : les citoyens ligériens consomment moins, roulent moins et ne peuvent plus faire de crédits ! Le taux d'évolution des encours de crédits à l'équipement (+0,1 % sur un an) est à son plus bas niveau depuis 2008. En juin 2013, le volume des achats alimentaires dans les grandes surfaces est en baisse par rapport à juin 2012. Les achats des ménages sur les produits de droguerie et d'hygiène-cosmétique sont inférieurs de 4 % sur un an. Et le montant de collecte de la Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques (TICPE) a diminué de 3,4 % depuis début 2013.

EADS : 10%, sinon rien

Fin juin 2013, le carnet de commandes total d'EADS atteint 634,8 milliards d'euros. De quoi aiguiser l'appétit des actionnaires. Seul objectif affiché : 10 % de rentabilité en 2015. Une stratégie minimaliste qui plaira aux marchés. Le Journal La Tribune pose une bonne question : « Mais est-ce une finalité pour un groupe industriel comme EADS qui doit son rang de numéro deux mondial de l'aéronautique aux risques pris il y a 20 ans par ses ingénieurs et dirigeants ? »



Waterman : le comble du cynisme



Pour engraisser un peu plus les actionnaires, le groupe Newel Rubbermaid supprime 75 emplois à Waterman St Herblain, et délocalise le service clientèle en Pologne. **Les futurs licenciés sont invités à former leurs successeurs !** "C'est choquant pour tout le monde. Licencié des gens et leur demander de former les salariés étrangers, c'est vraiment n'avoir aucun scrupule", a déclaré à la sortie de l'usine la déléguée centrale CGT. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé début septembre, pour obtenir de meilleures conditions de départ pour le 4^e plan de licenciements depuis 2007. Leur lutte a permis de rehausser l'indemnité supra légale à 47 000 € et les congés de reclassement seront prolongés de trois mois. Les personnes qui devront former leurs successeurs polonais avant d'être licenciées sont près d'une dizaine dans la Drôme et treize à Saint-Herblain, toutes du service clients. La direction a juste dit : "si les salariés acceptent, on leur octroie une prime de mille euros". La Cfdt de son côté rappelle qu'il y a deux ans, quand le groupe a fermé l'usine Parker à New Heaven (Grande Bretagne), les Français y sont allés pour être formés et revenir avec les machines, et l'usine est fermée là-bas.

Nos enfants ne sont pas des sardines

Mercredi 11 septembre, à l'appel de la FSU, appuyée par la CFDT, ils étaient plus de 100 rassemblés devant la Préfecture. Parents d'élèves, et enseignants de 5 écoles publiques du 44, manifestaient avec les enfants, pour demander des postes supplémentaires de professeurs. Parmi eux, plusieurs adjoints et conseillers municipaux de Vue et La Planche, venus les soutenir.

Malgré des effectifs élevés en élémentaire, les classes correspondantes n'ouvrent pas à **Vue, La Planche, Vertou, et Nantes**. Ainsi l'établissement de La Planche, avec 109 élèves, dépasse le seuil d'ouverture de la 5^e classe (108), mais reste à 4, et ce, malgré les inscriptions supplémentaires prévues en janvier. A Vue, encore plus fort : l'école perd une classe, alors qu'elle a plus d'inscrits qu'en 2012, et qu'elle dépasse également le seuil d'ouverture (ou plutôt de maintien !) de la 5^e classe. La seule justification donnée par la Directrice d'Académie est le manque de professeurs.



Une délégation a été reçue en préfecture par le Cabinet du Préfet et celui du Rectorat. Durant une heure et 1/2, ceux-ci ont « reçu les doléances et écouté tout le monde, promettant de donner une réponse rapidement sans pour autant fixer de délai ». Dans l'attente, les parents et enseignants ne désarment pas. Vue continue d'occuper son école, et La Planche, le bureau du Directeur !

Energie : libéralisation et hausse des prix

Le député européen, Jacky Hélin est intervenu sur le rapport Buzek sur l'achèvement du marché intérieur de l'énergie. Ce document dessine les contours d'une politique européenne pour l'énergie. Il propose l'unification du marché intérieur de l'énergie, dans un cadre de poursuite du démantèlement des fournisseurs historiques et de mise en concurrence sur tout le continent. Une fois de plus la ligne adoptée n'est pas les besoins des populations mais ceux du marché et des grands actionnaires. Et Jacky Hélin conclut ainsi : « Les grands groupes de l'énergie peuvent être rassurés, ils ont de bons serviteurs dans l'enceinte européenne. Par contre les citoyens européens eux peuvent se préparer à régler la note. »

Miyazaki prend sa retraite...Cosmopolis présente du 10 Septembre au 13 Octobre: Itinéraires Nantes-Japon.

A l'occasion de la présentation de « Kaze Tachinu— le vent se lève » (qui sera son dernier film) le réalisateur japonais, grand maître du film d'animation a annoncé sa retraite le Dimanche 1er septembre à la Mostra de Venise. Basé sur des faits réels le film évoque le destin du concepteur du fameux A6M Zéro, utilisé dans les attaques japonaises de la période du militarisme nippon des années 1930-1940. En conséquence il s'adresse plutôt à un public adulte, à la différence du Voyage de Chihiro ou de mon voisin Totoro. Le cinématographe dans sa programmation (Le cinéma des enfants) renouvellera peut-être la projection de la princesse Monnoke. Au même moment l'espace Cosmopolis à Nantes dédie son temps fort aux relations Nantes-Japon et donne la parole aux artistes, associations, experts, institutions culturelles, citoyens, nantais et japonais. Le programme détaillé au 02 51 84 36 70 ou cosmopolisnantes@nantesmetropole.fr. A l'occasion de cet événement, les 13000 élèves des écoles maternelles et élémentaires de Nantes dégusteront un repas japonais le mardi 24 septembre.



Culture, idées

6

Le grand marché transatlantique disséqué...

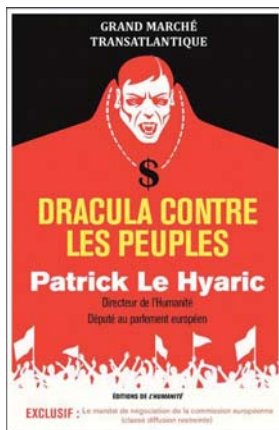
Pourquoi nommer « Dracula » le projet de « grand marché transatlantique » entre les Etats-Unis et l'Union européenne ?

Parce qu'à l'image de Dracula, « il n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand-jour un vampire périt, « connu du grand public », le grand marché transatlantique serait « mis en péril », compare Patrick Le Hyaric dans son ouvrage **Dracula contre les peuples (8 euros)**.

Faire reculer ce projet est possible, défend le directeur de l'Humanité, en rappelant le précédent de l'accord multilatéral sur les investissements (AMI) entre l'U.E et les Etats-Unis, abandonné en 1998. C'est une nouvelle mouture qui nous est resservi aujourd'hui sous un autre nom. En négociation, le traité pourrait être signé dès 2015.

Il aurait pour conséquences, l'abaissement des barrières douanières ainsi que l'alignement sur des normes communes.

Un chapitre montre combien les lobbies sont actifs, à Washington comme à Bruxelles, partie prenante des divers comités qui alimentent le projet. Au fil du dérou-



lement du livre, le député européen cherche à répondre à la question : à qui profite le crime ?

Aux Etats-Unis tout d'abord, qui ont deux fers au feu: deux traités de libre échange en préparation, l'un avec l'U.E, l'autre avec les pays asiatiques, à l'exception de la Chine. Ces deux traités placeraient les Etats-Unis et leur monnaie le dollar, au centre du jeu.

Complet le livre informe sur l'histoire du projet. On y trouve en intégralité le texte du mandat de négociation de la commission. S'y trouve également le texte d'une alternative au libre échange fondée sur la coopération, la charte de La Havane signée en 1948, et qui visait à promouvoir l'essor du commerce mondial. Mais elle reconnaissait aux Etats signataires le droit « de recourir à des aides publiques pour soutenir leurs secteurs industriel et agricole ».

A l'époque, le congrès américain avait refusé de signer ce texte.

Le Bonheur quand même

Du bonheur, on en parle beaucoup. Le sujet est une sorte de "marronnier" pour les magazines, la radio, la télé. C'est aussi un objet de réflexion pour les philosophes: Alain, Péna-Ruiz et aujourd'hui Jean SALEM dont le livre* vient d'être réédité en poche.

"Le bonheur est une idée neuve en Europe" déclarait Saint-Just devant la Convention le 3 mars 1794 et la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1793 affirmait que "le but de la société est le bonheur commun".

On se souvient qu'à la fin des années 70 un dessin de Wolinski en Une de L'Huma faisait dire à un couple allongé sous un arbre: "Il faudrait nationaliser le bonheur"

De Saint-Just à Wolinski, ce n'est évidemment pas du bonheur guimauve qu'il s'agit. Et J.Salem en traite avec sérieux, mais aussi dans un style drôle et parfois polémique, convoquant les philosophes de l'Antiquité et leur "souverain bien", mais traitant aussi du bonheur d'agir, de résister, de lutter. Bref en lui donnant une dimension collective, loin du bonheur cocon.

L'auteur diversifie les approches: métaphysiques (le bonheur dans l'au-delà), éthiques (les questions de la mort, du suicide, de la richesse, de la vertu, la conformité entre le faire et le dire, les rapports à la nature), psychologiques (l'influence du climat, l'amour), anthropologiques (la création, le travail, le progrès), sociologiques (les luttes).

L'ouvrage est bien documenté et fourmille de citations et de références non seulement aux philosophes mais aussi aux romanciers et aux poètes.

Bien sûr, sa lecture est plus exigeante que celle des magazines qui traînent chez le dentiste. Mais en cette année du tricentenaire de Diderot, souvenons-nous de son "slogan": "Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire". Il est vrai que nous ne fréquentons pas tous Epicure au quotidien, mais



Jean SALEM Le bonheur ou l'art d'être heureux par gros temps. Flammarion 8 ?

Néruda nous est plus familier. Et l'auteur est pédagogue et apporte d'utiles explications.

C'est vrai, les temps sont durs. En une époque d'anxiété, de troubles, voire de catastrophes, "la question des questions actuelles (...) est: pouvons-nous espérer le bonheur quand même ?" Comme Aragon, Salem y croit et affirme: "Le bonheur sera collectif ou ne sera pas", avant de conclure sur "les symptômes (...) d'une époque qui finira bien par s'achever, et que nous espérons très vivement avoir le bonheur d'enterrer".

Loïc LE GAC

L'Huma café

L'Huma café® reprend ses activités citoyennes : Poursuivant sa thématique, initiée l'an passé, QUELLE HUMANITÉ VOULONS-NOUS ÊTRE ? La saison 2013 / 2014 aura pour fil conducteur les BIENS COMMUNS DE L'HUMANITÉ.

Pour la séance inaugurale :

CARTE BLANCHE à

Jean SALEM,

Philosophe, Professeur à La Sorbonne

LE BONHEUR EST-IL TOUJOURS UNE IDÉE NEUVE ?

Rompant avec l'idéologie du bonheur privé, du bonheur New Age, du bonheur "guimauve" et désengagé, on entendra parler du bonheur d'agir, de résister, en un mot: du bonheur de lutter. De l'utopie, aussi - qui est au principe de tout progrès et qui constitue la première esquisse d'une réalité sociale un peu moins sombre.

Vendredi 20 septembre
à 18 h au Salon de Musique
du Lieu Unique Nantes

Une séance dédiée à Henri ALLEG. Jeune résistant, Harry Salem avait pris le pseudonyme Henri Alleg. Son nom reste attaché au livre-événement La Question, témoignage et révélation sur la torture pendant la guerre d'Algérie. Citoyen du monde, il a été un homme de courage, un homme de conviction d'une extrême gentillesse. Jean Salem est l'un de ses deux fils, il évoquera le combat de son père pour la vérité. H. Alleg sera présent par ses livres.

« 11 septembre 1973 CHILI L'espoir assassiné »

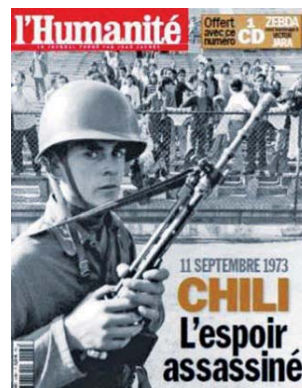
Quarante ans après le coup d'Etat du sinistre Pinochet, appuyé par les généraux félon, soutenus par les Etats-Unis instaurant le terrorisme d'Etat... **Vient de sortir, ce hors-série exceptionnel de l'Humanité, accompagné d'un CD conçu par le groupe Zebda autour de la figure du grand musicien martyr Victor Jara** (auquel ils viennent de rendre hommage sur la grande scène de la fête de l'Humanité).

Exceptionnel par la richesse de ses illustrations, avec en particulier un reportage photo de Raymond Depardon réalisé, à l'époque, à Santiago sous la botte fasciste. Deux envoyés spéciaux, Cathy Ceibe et Bernard Duraud se sont rendus au Chili au printemps et ont ramené reportages et entretiens avec des grandes figures historiques ou intellectuelles, engagées dans des combats politiques et syndicaux, d'hier et d'aujourd'hui.

L'expérience révolutionnaire des cents jours de l'Unité populaire, le rôle de Salvador Allende, les figures du grand poète, Nobel de littérature Pablo Neruda, de Victor Jara ou de la figure communiste historique Gladys Marin font revivre cette période et éclairent les raisons du coup d'Etat puis de la répression sanglante qui s'en suivit.

« Une nouvelle maturité politique est en train d'émerger. Les enfants ou les petits enfants de ceux qui ont vécu les événements ressortent dans la rue. Arrive une nouvelle génération qui veut reprendre la main ... ». Entretien avec Amaya Fernandez Allende

Auprès du quotidien l'Humanité 10 euros avec les frais de port.



77% de CCAS et de CIAS qui ont répondu à l'enquête ont constaté une augmentation globale des demandes d'aides, au cours des douze mois précédents (66 % en 2012). Cette année encore, les demandes d'aides financières arrivent au premier rang des demandes d'aides : 64 % des CCAS confrontés à une hausse d'activité les ont vues augmenter en un an (50% en 2012) et 50 % rapportent une augmentation des demandes d'aide alimentaire (45 % l'an dernier).

Les départements soulignent l'impact financier de la réforme des rythmes sur les transports scolaires et regrettent que ce sujet ait été édulcoré lors de la concertation. Sur le terrain, les départements, responsables du transport de tous les élèves, n'ont pas tous adopté la même organisation, ni la même politique de prise en charge financière, posant la question de l'égalité des territoires face à cette réforme.

Au cœur des collectivités

7

Face à l'urgence de la crise du logement, le compte n'y est pas !

Marie-Annick Benâtre - Maire Adjointe de Nantes - Membre du C.A de Nantes Habitat -

Annoncé comme l'un des temps forts du quinquennat ce quatrième texte de loi sur le logement depuis l'élection d'Hollande rentre enfin dans le vif du sujet : celui de l'urgence face à la crise du logement. Mais, comme le précise A. Chassaing : « Légiférer sur le logement sans traiter des questions budgétaires et fiscales, même avec la meilleure volonté du monde, c'est nécessairement se cantonner à des mesures d'appoint, voire des mesures superficielles ».

Ce texte comporte des avancées certaines en matière de politique de logement, comme la Garantie Universelle des Loyers (GUL) qui va supprimer la caution en mutualisant les risques d'impayés ou les dispositions visant à encadrer les professions immobilières en instaurant un cadre déontologique ainsi que des obligations de formation. Mais, il reste au milieu du gué en terme de réponses aux urgences.

Il ne remet nullement en cause la loi Boutin, texte de régression qui enferme le logement social dans des logiques de marchandisation. Non seulement, le gouvernement Ayrault ne combat pas cette logique mais il y participe avec le dispositif de défiscalisation qui porte le nom de la ministre du logement : le « Duflo ». Alors que les fonds manquent pour la construction de logements, que la vente d'HLM est organisée pour renouveler les fonds propres des bailleurs, la défiscalisation coûtera peut-être encore plus cher à l'Etat que le Scellier, ce Scellier auquel Sarkozy lui-même avait dû renoncer parce qu'il coûtait trop cher ! Ce « Duflo » est une aubaine pour ceux qui font du logement un objet de spéculation et d'enrichissement. Et que dire du projet de mettre à disposition des banques 25 à 30 milliards d'euros pris sur la collecte du livret A ? Offrir ces sommes à la finance, c'est permettre la spéculation, aux dépens du logement social.

De même que, le dispositif d'encadrement des loyers annoncé comme la mesure phare de la loi montre ses limites. Le texte de loi lui-même le dit, puisqu'il est écrit : « L'objectif poursuivi n'est pas de faire baisser les loyers moyens ». De nombreuses associations dénoncent les effets pervers de ce « compromis boiteux » et n'en attendent pas de

résultats tangibles. Ce dispositif comporte en effet de nombreuses dérogations pour les bailleurs, il ne s'applique que dans le parc privé et les zones tendues - Nantes par exemple. Il peut être contourné pour tout logement présentant des « caractéristiques exceptionnelles », ainsi que pour tout logement qui fera l'objet de rénovation. Aucun contrôle, aucune sanction ne sont prévus. En autorisant un plafond supérieur de 20% au loyer médian, il risque même d'inciter les propriétaires à se rapprocher de ce plafond.

S'agissant de l'habitat indigne ou des copropriétés dégradées, des propositions sont formulées. Il est toutefois nécessaire d'aller plus loin pour une prise en charge cohérente et adaptée aux personnes mal logées. **Sur l'hébergement d'urgence, nous constatons malheureusement les failles de l'organisation de cet hébergement ainsi que les conséquences du désengagement de l'Etat.** Là aussi, le texte doit être amélioré.

Sur le volet territorial de cette loi, cette loi prévoit entre autre le PLU intercommunal qui doit pour les élu-es communistes ne pas être obligatoire, mais concerté et volontaire. Le respect de la commune et de son droit des sols est un point déterminant. Au vu de l'importance de cette question, le débat et l'action doivent permettre de nouvelles avancées !



Près de vous

La retraite à 60 ans c'est possible !

Les chefs de file des communistes pour les élections municipales à Nantes, Aymeric SEASSAU et Marie Annick BENATRE ont déclaré dans un récent communiqué que « La retraite à 60 ans à taux plein : c'est possible ! » Ils déclarent qu'« une fois de plus, la population risque de trinquer alors que ceux qui accumulent les profits et font fortune seront pratiquement exonérés. D'autres choix sont possibles. Il n'y a pas de fatalité en la matière. D'autres solutions pour financer l'équilibre des régimes, notamment la mise à contribution des revenus financiers et la modulation des cotisations des entreprises en fonction de leur politique d'emploi et de salaires peuvent être décidées. »

Charte de la laïcité

Vincent Peillon a présenté le 9 septembre "la première charte de la laïcité à l'école". Le texte, en 15 points (voir Cidefil du 9 septembre), doit être affiché dans tous les établissements scolaires. Il tend à présenter la laïcité comme une vertu positive, visant à garantir la liberté de conscience. La charte veut protéger également les professeurs et leurs enseignements, principalement contre les dérives créationnistes. **Pour Pierre Dharréville, responsable au PCF de la commission « Démocratie », ainsi que des questions de laïcité et des relations avec les croyants, "les enjeux de la laïcité aujourd'hui sont bien plus importants qu'une simple charte".** "Il faut faire un effort important pour la démocratie. Cette charte peut donc avoir des effets positifs, mais des actes sont nécessaires pour faire avancer ce principe émancipateur". "Aujourd'hui, on est encore loin de l'école de l'égalité. Le manque de moyens ou l'échec scolaire empêchent une émancipation de tous. Secondement, pour ce qui est de la laïcité comme valeur de vivre ensemble, il s'agit d'un processus qui demande plus que des textes et des lois. Il faut de la volonté pour lancer construction commune avec les enseignants, mais aussi les élèves et leurs parents. On a besoin, de nos jours, de développer le vivre ensemble et la démocratie, dans une démarche qui permette à chacun de se construire. Mais pour cela, il faut un climat qui ne soit pas un climat d'affrontement et des moyens pour travailler".

Fermeture de classe

En cette rentrée scolaire, Michel Gouty élu communiste de Vertou a envoyé une lettre adressée à l'inspecteur d'académie pour lui demander d'annuler une fermeture de classe élémentaire à l'école des Treilles alors que les effectifs sont en progression et que 11 élèves sont au dessus du seuil de fermeture.

Congrès de l'A.D.F

Le département, un échelon démocratique indispensable.

L'Assemblée des départements de France (ADF) présentait le 10 septembre son congrès à venir qui se déroulera du 9 au 11 octobre 2013, à Lille.



1^{ère} Convention des Départements de France

9-10 et 11 octobre 2013 à Lille



Principale nouveauté de cette première « convention des départements de France » : la présence, le troisième jour, d'un millier de conseillers généraux, qui rejoindront les chefs des exécutifs départementaux. « Nous voulions aussi représenter le territoire départemental », a justifié le président de l'association Claudy Lebreton. Et ce, d'autant plus qu'il s'agira pour ces élus « du dernier de leur mandat de conseiller général », avant de devenir « des conseillers départementaux » à l'occasion du scrutin du printemps 2015.

La journée du 11 octobre sera l'occasion de revenir sur l'avenir des départements et les assemblées, désormais paritaires, qui les constitueront. Il sera également question des « nouveaux défis de la fragilité sociale et du vieillissement » auxquels devront répondre, davantage encore demain, les conseils départementaux. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, sont attendus.

L'ADF espère bien signer officiellement avec le Premier ministre le texte final issu de la négociation sur le financement des allocations individuelles de solidarité par les départements, après « une première étape » matérialisée le 16 juillet par de premiers accords signés à Matignon. Le gouvernement avait alors concédé l'instauration dans les lois de finances, pour les années 2014-2015, d'un fonds de compensation perçue de 830 millions d'euros, auxquels s'ajouteront la possibilité pour le département de relever le plafond de perception des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) afin de générer une recette d'environ 1, 3 milliard.

Il est à déplorer cependant que les débats thématiques de la convention, en dehors de ceux visant l'avenir institutionnel des départements, seront peu nombreux. Pas de table ronde spécifique aux finances locales, au rôle dévolu aux départements et à leurs relations avec les autres niveaux de collectivités dans l'actuelle réforme de décentralisation ou à la gestion des mineurs isolés étrangers (MIE), sujets qui ont pourtant constitué le cœur des préoccupations cet été.

Les élus communistes quant à eux auront à cœur de prolonger le débat concernant les évolutions institutionnelles voulues par l'actuel gouvernement. Ils rappelleront une fois de plus leur attachement aux trois échelons démocratiques territoriaux que sont la commune, le département et la région qui font vivre et leur volonté de travailler à donner aux conseils généraux les moyens d'assumer leurs missions dans une période de crise de grande ampleur.

Ouvrons-là

40 ans du coup d'Etat au Chili : un rêve brisé mais toujours vivace



Le 11 septembre 1973, le gouvernement d'Union Populaire, sous la présidence de Salvador Allende, était renversé par l'armée chilienne. Démocratiquement élu en 1970, il regroupait toutes les forces politiques de gauche dans une dynamique de réappropriation du pouvoir et des richesses dans un sous-continent marqué par l'héritage colonial et la pauvreté au service des grandes compagnies étatsuniennes. Devant cet élan populaire qui voulait rompre avec des décennies de marginalisation, les Etats-Unis avec la classe rentière et patronale chilienne organisèrent une déstabilisation continue jusqu'au coup d'Etat sanglant. Il fallait en finir avec cette expérience démocratique et sociale inédite mais surtout couronnée de premiers succès dans la redistribution des terres, la nationalisation des mines ou l'éducation. Ce jour ouvrit une période sombre faite de persécutions, d'exécutions dont les chiffres font froid dans le dos : 40 000 morts, dont 38 000 torturés, 3 000 exécutés. En plus de cette répression féroce des forces progressistes, la dictature militaire a mené une politique de destruction sociale en privatisant totalement l'éducation, ?uvrant à casser les protections sociales, faisant du Chili le premier laboratoire des politiques ultralibérales... et le pays le plus inégalitaire du sous-continent latino-américain. Ces mêmes recettes faites de régression sociale et pratiques autoritaires se sont par la suite généralisées à l'Amérique latine puis à d'autres continents (Afrique, Asie puis maintenant Europe) sous l'égide des institutions internationales qui se font le chantre de l'alliance de la démocratie et du marché... Ce coup d'Etat préfigura également la contre-offensive des Etats-Unis en Amérique latine pour reprendre la main sur ses intérêts économiques. Pour cela, il faut ériger des dictatures militaires basées sur la persécution et la torture des organisations progressistes : c'est le plan Condor. La France était pionnière puisqu'elle utilisa ces savoir-faire durant la guerre d'Algérie pour les exporter aux Etats-Unis et à leurs fidèles amis dictateurs latino-américains. On comprend donc le silence qui règne dans notre pays sur l'histoire du Chili. Le MJCF tient donc à rappeler le besoin de se souvenir de cette période tragique et fait sien le mot d'ordre des manifestants chiliens qui commémorent cette date dimanche dernier : « Nous détruirons l'héritage de la dictature ». C'est ce que font les Chiliens et les autres peuples d'Amérique latine quand ils tentent de juger les responsables encore vivants de ce régime militaire, quand ils veulent changer les institutions qui en portent l'héritage conservateur, quand ils exigent une éducation gratuite, publique et universelle, quand ils affirment que leur pays, leur continent ne sera plus le pré-carré des Etats-Unis ou de quelconque autre puissance impérialiste. Nous serons à leurs côtés pour honorer la mémoire de Salvador Allende et des victimes de la dictature. Nous serons surtout à leurs côtés pour porter la solidarité et le progrès social entre les peuples dès maintenant et notamment à l'occasion du prochain Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui se tiendra à Quito (Equateur) en décembre prochain.

L'activité

Hommage à Jean de Neyman



Samedi 7 septembre a eu lieu la commémoration de l'exécution de Jean de Neyman par les allemands au parc de l'Hôpital d'Heinleix.

De nombreux militants ont répondu à l'appel de la section du PCF de St Nazaire et du comité du Souvenir avec la présence du sénateur PS Y. Vaugrenard, du représentant du maire de St. NAZAIRE, O.Richard et de la conseillère régionale PCF, V.Mahé, représentant la fédération du PCF.

Jean sera le dernier fusillé (2/9/1944) du département, après la libération de Nantes et de Paris, dans la poche de St Nazaire. Il était communiste, résistant, professeur agrégé de physique, d'origine polonaise. Il a été arrêté alors qu'il portait secours à trois déserteurs allemands. Jugé par un tribunal militaire allemand, il assura lui-même sa défense. Condamné à mort le 25 août, il sera fusillé le 2 septembre.

Ce fut l'occasion pour les intervenants de rappeler la création du CNR et du contenu de son programme qui depuis deux décennies fait l'objet, de manière systématique et méthodique, d'une destruction poursuivie aujourd'hui par une politique dans la continuité des précédents quinquennats.

La destruction du collège Jean de Neyman fait l'objet depuis cinq ans de discussions avec la municipalité. Elle a donné son accord pour qu'une rue du quartier de Heinleix porte le nom de Jean de Neyman (actuellement la rue A. Einstein). Il n'est pas question de faire disparaître ce nom d'un éminent savant. Une autre rue dans le cadre de la structuration du quartier devrait l'accueillir.

Guy Texier

Secrétaire général du comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant et de Nantes et de la résistance en Loire-Atlantique



L'agenda

Lundi 23 septembre : Assemblée générale des communistes de la section de Nantes - 18h30 - Fédération du PCF

Mardi 24 septembre : Réunion du comité local de la section de Rezé Sud Loire - Au local de la section

Lundi 27 septembre : Réunion du comité local de la section de presqu'île, chez la secrétaire de section à Pornichet

Samedi 5 octobre : Assemblée générale des communistes de la section de Loire et Sèvre

Samedi 5 octobre : Réunion nationale des animateurs de sections du PCF, aux Docks d'Aubervilliers

Dimanche 20 octobre : 72ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant

Agir en urgence pour les Palestiniennes et Palestiniens

En avril dernier, j'ai participé à une mission en Palestine avec l'AFPS (l'Association France Palestine Solidarité) de Loire-Atlantique. Une mission pleine d'émotion et de tristesse, au sud d'Hébron dans le petit village de Susiya, complètement détruit par les Israéliens. Les Palestiniens y vivent dessous des tentes, avec l'interdiction de reconstruire. Malgré l'interdiction l'école a été reconstruite, les enfants nous y ont accueilli en chantant le drapeau Palestinien à la main dans leur école de fortune recouverte de taule et sans chauffage.

Un fossé a été creusé pour empêcher les Palestiniens d'avoir de l'eau au près de chez eux, ils sont obligés de passer par la barrière qui n'est ouverte que deux jours par semaine et obligés de faire trente kilomètre avec un tracteur. Il arrive même que la barrière soit fermée à leur retour.

Voilà les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens, sous le regard et les fusils des Israéliens.

Autour des villes et des villages les colons prennent les terrains des palestiniens et s'y installent en construisant de belles maisons, entourées de mur en béton ou de grillage à plus de 2 mètres de haut.

Nous devons agir, la France doit agir entraînant tous les pays Européens à condamner ces crimes. Je vous invite à participer aux réunions d'information organisées par AFPS.

Pierre Riou



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdos Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE

